

TROTSKYSME ET DEMOCRATIE

La démocratie, dans son acception libérale, dispose actuellement d'une position institutionnelle quasi hégémonique, que ce soit dans la réalité politique de tous les pays développés, ou dans l'idéologie dont ils se font les porte parole. Tirant son origine des révolutions anglaise du XVIIème siècle, et des révolutions américaine et française du XVIIIème, cette approche a été revivifiée par la chute du Mur de Berlin en 1989. Mais cette conception de la démocratie n'est pas seulement une fin politique et philosophique, elle sert également d'alibi pour faire accepter et justifier la vague de mesures de libéralisation économique actuellement en cours, bloquant toute velléité d'étendre la démocratie au-delà de cette référence censée être universelle. Parmi ceux qui ont réfléchi au dépassement de la démocratie libérale, les marxistes, et en leur sein les trotskystes, occupent incontestablement une place importante.

Pourtant, à lire les diverses enquêtes journalistiques qui se sont multipliées depuis le mouvement social de l'hiver 1995, les mouvements trotskystes sont plus souvent comparés à des sectes politiques, au fonctionnement autoritaire, qu'à des parangons de démocratie¹. Or, la réflexion du marxisme révolutionnaire, dans sa version trotskyste, sur la démocratie s'avère particulièrement étendue, même si le rapport entre les deux n'est pas dénué de toute ambiguïté. Cette ambiguïté plonge ses racines dans les conditions de naissance du trotskysme. Ce courant est en effet à la fois tributaire du léninisme et de certains de ses aspects les plus antidémocratiques, liés aux conditions de la lutte dans la clandestinité, et d'un développement initial qui s'est effectué dans un contexte de remise en cause des régimes parlementaires en Europe durant l'entre-deux-guerres. Il s'agit donc ici d'éclaircir la complexité de la notion de démocratie au sein de la *praxis* trotskyste. En bref, nous essaierons d'évaluer son apport et sa fécondité pour les réflexions actuelles sur la démocratie, sur la recherche d'une alternative politique...

Bien évidemment, dans le cadre de cette première approche, nous nous contenterons de tracer des pistes synthétiques qui devront ultérieurement être arpentées plus en détail, d'autant que ce thème n'a pas, à notre connaissance, fait l'objet à ce jour d'étude globale ou spécifique². De plus, étant donné la complexité et la diversité du trotskysme³, entendu ici comme l'ensemble de tous ceux qui se réclament de Léon Trotsky⁴ et de ses idées, ensemble qu'il convient de conjuguer au pluriel, nous nous concentrerons le plus souvent sur le cas de la France⁵, sans pour autant nous interdire des références à d'autres situations de par le

¹ Un des plus fameux ouvrages de ce type est celui de Nick Christophe, *Les trotskistes*, Paris, Fayard, 2002.

² Le rapport du marxisme à la démocratie constitue le thème privilégié des travaux entrepris dans le cadre de « l'école de Budapest ». Consulter Heller, Agnès, Feher, Ferenc, *Marxisme et démocratie*, Paris, Maspéro, 1981.

³ Voir Bensaïd, Daniel, *Les trotskysmes*, Paris, PUF, 2002, ou le récent volume 6 de Dissidences, *Trotskysmes en France*, Latresne, Le Bord de l'eau, 2009.

⁴ Il s'agit d'un pseudonyme, nom de plume de Lev Davidovitch Bronstein. Plusieurs biographies existent sur ce dirigeant de la révolution russe. La plus complète est celle de Broué Pierre, *Trotsky*, Paris, Fayard, 1988.

⁵ Ce n'est pas par nationalisme que nous concentrons notre argumentation sur ce pays, mais en raison de notre familiarité avec son paysage politique. L'espace du trotskysme y est occupé par trois organisations principales :

- Le Courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant (POI), qui se revendique de la IV^e Internationale, et dont le principal dirigeant historique était Pierre Bousset dit « Lambert » (décédé en 2008). Le POI édite *Informations ouvrières*, et revendique 10000 membres, tandis que le CCI publie la revue *La Vérité*. Le nom de cette organisation a beaucoup changé : PCI, OCI, OT, CCI du PT.

- Le Nouveau parti anticapitaliste, au sein duquel s'est dissous la Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IV^e Internationale (Secrétariat Unifié). Son principal dirigeant historique était Alain Krivine, et son porte-parole le plus médiatique Olivier Besancenot. Le NPA édite l'hebdomadaire *Tout est à nous*. Il rassemble environ 10000 membres.

- Lutte ouvrière, nom du journal derrière lequel s'abrite l'UCI (Union communiste internationaliste). De l'ordre de 1000 membres. Cette tendance du trotskysme a toujours refusé son affiliation à la IV^e Internationale, telle

monde. Après l'évocation de la position de Trotsky lui-même sur ce thème, la seconde partie est consacrée au moment critique des formes de la démocratie instituée. On observe ensuite l'élaboration et les contours de la démocratie ouvrière que les trotskystes appellent de leurs vœux, avant de nous pencher sur les conceptions de la démocratie au sein de l'organisation.

1/ Trotsky et la démocratie

La prise en compte de la question démocratique chez Trotsky mériterait en elle-même une étude particulière, qui n'est pas l'objet de cette contribution, du fait de son caractère évolutif. En effet, historiquement, bien qu'il soit un des dirigeants incontestés du processus révolutionnaire russe du début du XXe siècle, Trotsky apparaît comme un marginal dans l'histoire du Parti Bolchevik. Engagé dans l'activisme révolutionnaire dès son adolescence, il est arrêté et connaît l'exil⁶. C'est dans ce cadre qu'il rencontre, à Londres, les dirigeants du mouvement social-démocrate russe (POSDR). Il collabore avec Lénine et Plekhanov à la rédaction de l'*Iskra*. Le II^e congrès du POSDR, qui se tient en juillet 1903 à Bruxelles, voit la division du parti en deux courants, les bolcheviks et les mencheviks. Trotsky choisit de ne pas choisir entre les deux fractions. Après s'être rapproché des mencheviks, Trotsky rompt rapidement avec eux (en 1904) car la minorité refuse la perspective de la réunification. Lénine est alors critiqué pour sa conception centralisatrice de la pratique politique, son substitutionnisme et son blanquisme : « (...) ces méthodes conduisent (...) l'organisation du Parti à se « substituer » au Parti, le Comité central à l'organisation du Parti, et finalement le dictateur à se substituer au Comité central (...) »⁷. Le rôle de la démocratie dans le parti pèse lourd dans l'isolement politique de Trotsky. Désormais, ce dernier agit en marge du parti (dans un regroupement minuscule, le Comité inter-rayons), attitude qui perdurera jusqu'au déclenchement du processus révolutionnaire durant l'année 1917 dans une Russie impériale en voie de perdre la guerre contre l'Allemagne tout aussi impériale.

Mais c'est la révolution de 1905 qui va permettre au jeune Trotsky de préciser la nature sociale de la démocratie socialiste pour laquelle il combat. En effet, Trotsky est le premier parmi les dirigeants sociaux-démocrates russes à prendre la mesure du coup de tonnerre que représente le « Dimanche rouge » du 22 (9 dans le calendrier orthodoxe) janvier 1905. Il y voit le prodrome de la révolution. En février, il rentre clandestinement en Russie, alors que les autres dirigeants socialistes n'y débarquent qu'en octobre. Pendant que la révolution s'étend, naît à Petersbourg à la fin octobre, en dehors de toute impulsion d'un quelconque parti, un soviet (conseil). Rapidement, Trotsky est membre de cette structure spontanée, puis en devient le principal animateur, avant d'en être élu président le 5 décembre. Le processus révolutionnaire est arrêté par l'arrestation de ses principaux dirigeants avant que l'insurrection armée prévue ne soit menée à son terme. Trotsky va redevenir un apatride, parcourant toute l'Europe et se retrouvant même au Canada, revenant finalement sur le sol russe en mai 1917, dans le cadre de la nouvelle phase révolutionnaire.

C'est durant ces quelques mois d'intenses activités révolutionnaires de 1905 que Trotsky va forger la conception de la révolution permanente, qu'il théorise dans un texte écrit

qu'elle a été fondée en 1938.

Pour plus de précisions, se reporter à notre bibliographie exhaustive, disponible sur ce même site de Dissidences.

⁶ Sur la biographie de Trotsky, outre l'ouvrage de Pierre Broué cité, on peut utiliser l'autobiographie, *Ma vie* par Trotsky (Paris, Gallimard, 1953), l'ouvrage de Deutscher Isaac, *Trotsky, le prophète armé ; Trotsky, le prophète désarmé ; Trotsky, le prophète hors-la-loi*, Paris, 10-18, 6 vol. 1980 et celui de Marie Jean-Jacques, *Trotsky. Révolutionnaire sans frontières*, Paris, Payot, 2006.

⁷ In *Nos tâches politiques*, Paris, Denoël/Gonthier, 1970 (date originale 1904), p.121. Voir aussi son *Rapport à la délégation sibérienne* (1903) qui renforce son aversion pour le robespierrisme caricatural de Lénine. Le blanquisme consiste à privilégier la prise du pouvoir par une minorité agissante plutôt que par une révolution de masse.

depuis la prison Pierre-et-Paul, *Bilan et perspectives* (1906)⁸. A la lumière de sa fraîche expérience, Trotsky y développe sa conception du rôle de la classe ouvrière, dans une approche qui s'éloigne aussi bien de celle développée par la fraction menchevik (la révolution démocratique bourgeoise comme étape préalable à la révolution socialiste) que celle des bolcheviks (« dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie »). Selon Trotsky, il revient à la classe ouvrière, et non à la bourgeoisie, de diriger la révolution démocratique bourgeoise. Ce faisant, la dynamique révolutionnaire amènera à la transcendance de la révolution et à commencer en même temps la transformation socialiste de la propriété. Cette conception originale au sein du mouvement ouvrier russe est parfaitement résumée par ces lignes écrites dès l'été 1905 : « *La Russie se trouve devant une révolution bourgeoise démocratique. A la base de cette révolution, il y a le problème agraire. La classe ou le parti qui saura entraîner à sa suite les paysans contre le tsarisme et les propriétaires nobles s'emparera du pouvoir. Ni le libéralisme ni les intellectuels démocrates ne peuvent parvenir à ce résultat : leur époque historique est finie. Le prolétariat occupe déjà l'avant-scène révolutionnaire. C'est seulement la social-démocratie qui peut entraîner, par l'intermédiaire des ouvriers, la classe paysanne. Ceci ouvre, devant la social-démocratie russe, des perspectives de conquête du pouvoir qui anticipent celles des Etats d'Occident. La tâche directe de la social-démocratie sera de parachever la révolution démocratique. Mais le parti du prolétariat, quand il aura conquis le pouvoir, ne pourra se borner à un programme démocratique. Il sera forcé d'entrer dans la voie des mesures socialistes. Le trajet qu'il pourra faire dans cette voie dépendra non seulement des rapports internes de nos forces, mais aussi de toute la situation internationale* »⁹.

Cette domination politique de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat, s'incarne dans une institution : le soviet. Le soviet apparaît pour bon nombre de marxistes révolutionnaires, Trotsky mais aussi Rosa Luxembourg, comme l'incarnation de la démocratie socialiste. C'est aux producteurs (le prolétariat) de s'autogouverner dans des conseils qui forment l'ossature du pouvoir socialiste. C'est autour du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » que quelques années plus tard le Parti bolchevik parvient à renverser définitivement le tsarisme et à instituer un régime à vocation socialiste. Si la composition sociologique des soviets développés durant la période d'effondrement du tsarisme était loin d'être strictement ouvrière, il n'en reste pas moins que le fondement théorique de la démocratie socialiste était conçu sur l'insertion de ses membres dans la structure productive. C'est en tant que producteurs que les membres des soviets avaient licence de participer à la vie politique du pays. On sait ce qu'il advint de cette perspective, suite à l'isolement de la révolution et à la confiscation du pouvoir par un parti de plus en plus bureaucratisé. Il n'en reste pas moins que la conception de la démocratie portée par Trotsky (et par la suite par le mouvement communiste) avait une nature sociale, sans extraire un citoyen politique idéal. « *Les Soviets (...) ouvrent leurs portes à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants des couches qui sont entraînées dans le torrent général de la lutte. L'organisation s'étend avec le mouvement et y puise continuellement son renouveau. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction du Soviet sur la base de la plus large démocratie* »¹⁰. C'est à partir de ce legs que l'on doit apprécier la manière dont les épigones de Trotsky s'approprièrent la question démocratique, tant au point de vue théorique qu'en tant que pratique politique.

2/ Une critique de la « démocratie bourgeoise »

⁸ Trotsky Léon, *Bilan et perspectives*, Paris, Seuil, 1969.

⁹ Cité par Lequenne, in *Encyclopédia Universalis*, vol. 18, p. 285, in *Ma Vie*, chapitre « Retour en Russie », p.183 de l'édition Gallimard de 1953.

¹⁰ In *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale (programme de transition)*, édition de 1968 (édition originale 1938), p.25.

Se situant dans la tradition des quatre premiers congrès de la III^{ème} Internationale, le trotskysme a toujours analysé les régimes parlementaires, ceux des pays développés principalement, comme des « démocraties bourgeoises ». Les représentants de cette classe sociale y détiennent en effet les leviers du pouvoir économique. Ce pouvoir est censé leur permettre de contrôler l'Etat soit directement (provenance sociologique du personnel politique dominant, hégémonie idéologique, influence de leur mode de pensée à travers les médias, l'armée ou l'école), soit indirectement (en pesant sur les choix politiques, en limitant les marges de manœuvre des élus, etc.). Sous les apparences d'un pouvoir populaire, soumis au suffrage (universel de préférence) se réaliserait donc une dictature minoritaire, celle du profit et des propriétaires des moyens de production.

Pour autant, cette critique radicale de la démocratie contemporaine est nuancée par plusieurs éléments. D'une part, ce type de régime politique est considéré comme une avancée par rapport au féodalisme ou à la monarchie absolue du type de celle qui prévalait dans la société d'Ancien régime. D'autre part, à l'intérieur même de la « démocratie bourgeoise », la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat a souvent permis à ce dernier d'y développer des « germes de démocratie prolétarienne ». Par cette expression, les trotskystes désignent un certain nombre d'acquis politiques (la liberté de la presse, le droit de réunion, de grève, de manifestation, etc.) ou organisationnels (les syndicats, les bourses du travail, les libertés d'association), autant d'éléments qui facilitent l'organisation du mouvement ouvrier¹¹. Dans le but de défendre ces conquêtes, d'ailleurs, une partie du mouvement trotskyste, à l'instar du Parti des travailleurs, n'hésite pas à développer une mobilisation en faveur du cadre communal, départemental, c'est-à-dire du cadre républicain, contre la « régionalisation » européenne, ainsi que cela se reflète au fil des numéros récents d'*Informations Ouvrières* ou dans le cadre de l'élection présidentielle d'avril 2007.

Pourtant, si le suffrage universel, en particulier, est salué comme une conquête importante, les résultats des élections parlementaires ne sont appréciés que comme un baromètre, un indicateur de l'état d'une partie de l'opinion. Les trotskystes sont ainsi parmi les rares à prendre en compte l'importance, croissante, des votes blancs ou nuls et des abstentions, révélateur d'un désintérêt implicite du système. De toute façon, même en envisageant l'élection de députés révolutionnaires au Parlement, cette dernière institution est *a priori* conçue comme une tribune, permettant surtout de diffuser auprès d'un public plus large la propagande trotskyste. Les conditions concrètes de déroulement des élections sont également soumises au feu de la critique :

- Le mode de scrutin majoritaire est considéré comme moins démocratique que le scrutin proportionnel.
- Les listes proposées sont élaborées par des appareils partisans, et non par la population.
- Les coûts des campagnes électorales à mener impliquent, sur le modèle étatsunien, des moyens financiers croissants, facteurs d'inégalité.
- La loi électorale peut être modifiée à leur profit par les dirigeants en place, ainsi qu'on a pu le constater au fil des décennies en France. C'est notamment le cas du découpage des circonscriptions souvent ancien, défavorisant les concentrations populaires, surreprésentant les zones rurales, un problème régulièrement d'actualité.

¹¹ Trotsky lui-même soulignait, en son temps, le caractère progressiste de ces éléments en analysant précisément le fascisme comme l'éradication radicale de ces libertés fondamentales, au détriment des organisations ouvrières. Voir Trotsky Léon, *Comment vaincre le fascisme ?*, Paris, Editions de la Passion, 1993, recueil d'articles écrits entre 1930 et 1933.

- Aucun contrôle ne peut se réaliser sur les élus entre deux mandatures, et ces derniers en viennent à constituer un corps de politiciens professionnels extérieur à la population.
- Les plus jeunes¹², les résidents étrangers, les sans domicile sont exclus du corps électoral
- Le pouvoir exécutif réel est, en grande partie, exercé par une bureaucratie de hauts fonctionnaires non-élus.

L'attitude des courants trotskystes vis-à-vis des élections ne se comprend qu'à l'aune de cette critique de la « démocratie bourgeoise ». Elle débouche logiquement sur la remise en cause de certains présupposés de la démocratie représentative. Les élections se déroulant à des intervalles de plusieurs années, la photographie, déjà imparfaite, de l'opinion qu'elles permettent ne rend pas compte des attentes des salariés (qui peuvent évoluer) et plus largement de celles de la population. Dans cette optique, les sondages ne pouvant pas constituer un substitut réel à l'expression de l'opinion, un sens privilégié est donné aux mobilisations et aux manifestations revendicatives, quand bien même elles ne réunissent qu'une minorité d'une catégorie ou d'un secteur. Se manifeste là une réminiscence de la notion et du rôle des minorités actives, propre au syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914¹³. Cette notion entre d'ailleurs, de manière partielle, en résonance avec l'idée d'une avant-garde révolutionnaire « éclairée ». En privilégiant une activité parfois marginale, que l'on espère provisoire, cette position est sans cesse menacée de faire prévaloir les avis d'une minorité sur celle de la majorité d'une population, restée éventuellement passive.

Cette « démocratie bourgeoise » est donc appréhendée comme relative, non seulement dans les faits, mais également dans le temps. Ainsi, les trotskystes sont toujours attentifs à la transformation possible d'un régime parlementaire en un régime fort, voire en une dictature affichée, par le biais d'une législation d'exception. Ils le sont d'autant plus que, dans une époque analysée comme celle de la décadence du capitalisme, les réformes de fond sont considérées comme difficilement réalisables, et pouvant être remises en cause de manière brutale, par le biais des contraintes économique ou de la violence politique. En effet, en cas de crise majeure, la tentation pourrait être grande pour la bourgeoisie de recourir à la force brute. Les précédents de l'Italie de l'entre-deux guerres ou de l'Allemagne après le 30 janvier 1933 pèsent évidemment pour beaucoup dans cette méfiance. Cela explique par exemple la caractérisation de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958 non seulement comme le début d'une dictature caractérisée comme « bonapartiste », mais comme amorce d'une dictature militaro-policière sinon comme un prélude au fascisme. Nulle surprise, donc, de voir dénoncées les restrictions apportées aux libertés à la suite des attentats du 11 septembre 2001, en particulier sous la présidence de Sarkozy.

Il faut toutefois reconnaître que les préventions des trotskystes ont été autrefois en grande partie excessives en ce qui concerne l'épisode gaulliste et plus largement en ce qui concerne l'évolution des démocraties occidentales. Dans la période d'après la seconde guerre mondiale, ces régimes ont eu recours à d'autres moyens, en particulier idéologiques, pour pérenniser leur légitimité. Néanmoins, la lutte contre ce qui était analysé comme les germes d'un pouvoir fasciste a pu conduire certaines organisations trotskystes à prendre des libertés par rapport aux libertés d'expression « bourgeoises ». Ainsi, en 1973, la Ligue communiste¹⁴ mena par exemple une offensive en force afin d'empêcher le déroulement d'un meeting -autorisé- du groupe d'extrême droite Ordre nouveau. Cette opération aux relents militaires conduisit d'ailleurs à la dissolution des deux organisations. Ce dernier exemple pose la

¹² L'âge légal du vote est de 18 ans en France, mais l'âge du travail est de 16 ans.

¹³ Sur cet aspect, parmi de nombreuses références, on retiendra Julliard Jacques, *Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1988.

¹⁴ LC, ancêtre de la LCR.

question de l'utilisation de la violence par certains trotskystes, parfois tentés de faire taire par la force des « contre-révolutionnaires », sans que cela n'aboutisse pour autant à une dérive terroriste¹⁵. Sans doute est-ce là un indice de l'intégration d'une certaine démocratie dans la lutte politique¹⁶.

Un des problèmes centraux qui se posa justement aux trotskysmes dans l'après-guerre fut l'attitude concrète à adopter au sein de ces « démocraties bourgeoises ». Comment réussir à la fois à tenir compte des « illusions démocratiques des masses » et à porter des coups au système politique sans apparaître comme des apprentis putschistes et des adversaires de la démocratie ? La notion de transition, essentielle dans l'arsenal programmatique des trotskystes¹⁷, allait fournir une solution, tout en étant grosse d'ambiguïtés pratiques. Certains gouvernements, portés par une mobilisation populaire¹⁸, sont susceptibles en effet, aux yeux des trotskystes, d'ouvrir la voie à un processus de révolution socialiste. Dans ce cadre, un soutien critique pouvait être envisagé à leur égard. Ce fut le cas par exemple après la victoire de François Mitterrand en France en 1981, de la part du PCI¹⁹, qui avait appelé à voter pour le candidat du Parti Socialiste dès le premier tour, comme il l'avait déjà fait en 1974. L'attitude de la LCR fut moins marquée puisqu'au premier tour elle appela à voter pour la candidature proposée par Lutte Ouvrière. Ces deux organisations, avec des tonalités différentes, ont néanmoins appelé à voter au second tour pour François Mitterrand, dans la perspective espérée d'une dynamique de radicalisation.

A l'extrême, pourquoi ne pas envisager une participation à des gouvernements de ce type, s'ils doivent déboucher sur la remise en cause de l'Etat bourgeois ? Ce type de raisonnement, pour être rarissime, fut malgré tout tenu par certains groupes trotskystes. Ainsi, à l'été 1964, le LSSP²⁰ vit la majorité de sa direction soutenir l'entrée du parti dans le gouvernement. Le fait que le LSSP ait disposé d'un important groupe parlementaire n'est certainement pas étranger à cet infléchissement doctrinal. La présence d'élus de la LCR et de LO dans les conseils municipaux peut également conduire à un assouplissement de leur attitude critique vis-à-vis de la « démocratie bourgeoise ». N'a-t-on pas assisté en septembre 2001 à la présentation, par LO, de candidats aux élections sénatoriales, alors que cette organisation réclame par ailleurs la suppression de cette chambre élue au suffrage indirect

¹⁵ *A contrario* de courants d'origine maoïste ou ultra-gauche qui versèrent dans la clandestinité et la guérilla urbaine (ainsi les *Brigate Rosse* en Italie, la *Rote Armee Fraktion* en RFA), le trotskysme évita la dérive vers la lutte armée. Voir Rapin Ami-Jacques, « Le professionnel de la lutte armée, militant par excellence ? Ou pernicieux déviant ? Le terrorisme d'extrême-gauche en Europe, 1969-1979 », pp. 45-64, in Gotovitch José / Morelli Anne (sdd), *Militantisme et militants*, Bruxelles, EVO, 2000, ainsi que Jean-Guillaume Lanuque et Jean-Paul Salles, « Terrorisme et trotskysme », in *Dissidences* volume I, Paris, L'Harmattan, 2005, p.195.

¹⁶ A titre d'illustration de ce risque, voir l'étude de Sommier Isabelle, *La violence politique et son deuil – L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, PUR, 1998.

¹⁷ Le document programmatique essentiel du courant porte précisément comme sous-titre *Le programme de transition*. Ce document a été adopté en 1938 lors de la conférence de fondation de la IV^e Internationale dans la banlieue parisienne. Il a été rédigé par Trotsky qui ne participait pas à cette conférence, étant alors en exil au Mexique.

¹⁸ L'histoire pèse de tout son poids sur ces groupes et l'expérience de la grève générale de mai-juin 1936, préalable à l'accession au pouvoir du gouvernement de Front Populaire, emmené par Léon Blum, constitue un cadre de réflexions pour le courant trotskyste. Cf. Danos Jacques, Gibelin Marcel, *Juin 36*, Paris, Maspéro, 1972, 2 volumes.

¹⁹ Appellation précédente du CCI du POI.

²⁰ Lanka Sama Samaja Party, la section ceylanaise de la IV^e Internationale. Alors un des plus importants groupe, au point de vue quantitatif, du mouvement international. Son intégration au gouvernement parachevait une prise de distance à l'égard de la IV^e Internationale. Cette dernière critiqua ce positionnement et exclut ce parti de ses rangs.

(non-universel)²¹ ? Cette même organisation a d'ailleurs fait le choix pour les municipales de 2008 d'alliances avec le Parti socialiste afin d'obtenir davantage d'élus.

De même, la mise en place du « budget participatif » à Porto Alegre, au Brésil, a conduit à des réflexions diverses et souvent opposées entre trotskystes. Le fait que la municipalité de la ville, dirigée un temps par des militants frères de ceux de la LCR en France, ait permis à la population de participer au classement des priorités budgétaires, est à la fois perçu comme une avancée de la démocratie, permettant une préparation partielle à ce que sera l'exercice de celle-ci dans le socialisme, mais aussi, cette fois par le CCI du PT, comme un moyen pour le capitalisme d'associer à sa gestion les masses populaires sans avoir à passer par leurs organisations représentatives et certains de leurs acquis (syndicats, services publics) tout en conservant des entraves chroniques, comme le paiement de la dette ; autrement dit forcer la population à gérer la misère en l'en rendant partiellement responsable²².

Théoriquement, il existe un garde-fou pour éviter aux trotskystes de faire échouer un processus révolutionnaire pouvant déboucher sur la construction d'une démocratie socialiste. Cependant ce garde-fou contient en même temps le risque de pérenniser la « démocratie bourgeoise ». En effet, la révolution socialiste est conçue selon un schéma de dualité de pouvoir (à l'image des révolutions russes de 1917 en premier lieu, ou d'autres expériences, du type de l'Allemagne de 1918-1919). En fonction de l'évolution du rapport de force entre l'Etat « bourgeois » et les organes de démocratie directe nouvellement nés, les trotskystes doivent savoir avancer des mots d'ordre adaptés. Parmi ceux-ci, la revendication d'une Assemblée constituante, potentiellement grosse de remise en cause du pouvoir « bourgeois », peut cependant se révéler être un frein à l'essor et à la centralisation des conseils populaires, provoquant ainsi l'échec de la révolution. Parallèlement, prôner cette même centralisation trop tôt peut entraîner la remise en cause de la légitimité de ces nouvelles institutions. Cette dialectique, plutôt délicate à manier, entraîna bien des débats et des discussions²³, comme à l'occasion de la révolution sandiniste au Nicaragua en 1979, en particulier au sein de la LCR²⁴.

Toutes ces analyses concernent principalement les démocraties occidentales. La situation des pays coloniaux, puis dépendants, a généré des réflexions supplémentaires. Là où le trotskysme se revendiquait clairement de la démocratie, c'est en prenant position en permanence pour l'auto-détermination des peuples colonisés, considérée comme un droit inaliénable. Cette auto-détermination, dans leur esprit, devait déboucher sur la concrétisation de leur désir d'indépendance. Toutefois, dans le soutien pratique apporté par les trotskystes aux luttes de libération coloniale, ceux-ci eurent souvent tendance à sous-estimer la dimension démocratique du combat indépendantiste. La priorité étant de fournir un appui à la direction nationaliste la plus ferme, il fallait éviter de donner l'impression d'une ingérence dans les enjeux intérieurs de la lutte anticoloniale en proposant des objectifs sociaux et économiques précis. Ceux-ci auraient en effet pu être interprétés comme une manifestation d'eurocentrisme et d'esprit colonial²⁵. C'est ce qui explique qu'une fraction des trotskystes

²¹ Le Sénat français est en effet élu par un collège de « grands électeurs », composé d'élus. Ce caractère parfaitement non-démocratique, du point de vue de la représentativité bourgeoise, positionne le Sénat en bastion du conservatisme.

²² Voir à titre d'illustration l'article de François Forge, « De Porto Alegre à L'ONU comme « représentante des peuples » (la politique du « Secrétariat unifié » aujourd'hui et son rôle) », in *La Vérité*, n°27, janvier 2001.

²³ Rappelons d'ailleurs que Rosa Luxembourg oscilla sur cette question. Dans ses écrits de prison, elle marque son désaccord avec la dissolution de l'Assemblée constituante par le parti bolchevik. Quelques mois plus tard, en pleine révolution allemande, elle reprend pourtant l'alternative bolchevik : Assemblée nationale ou gouvernement des conseils. Voir Luxembourg Rosa, *L'état bourgeois et la révolution*, Paris, La Brèche, 1978.

²⁴ Pour LO, la révolution sandiniste n'avait de révolution que le nom et n'était que l'expression d'un sursaut nationaliste. Pour l'OCI, le sandinisme constituait également une variante petite-bourgeoise.

²⁵ Voir par exemple Lanuque Jean-Guillaume, *Les trotskystes français et la question coloniale: le cas de l'Algérie, 1945-1965*, mémoire de DEA d'histoire, Université de Nancy II, 1997, et Pattieu Sylvain, *Les*

français (le courant qui donna ultérieurement naissance à la LCR), apporta son soutien peu critique durant la guerre d'Algérie, au FLN²⁶, en dépit du fait que ce dernier manifestait déjà des velléités autoritaires de mauvaise augure²⁷. La situation de ces pays coloniaux ou semi-coloniaux était globalement analysée à travers le prisme de la révolution permanente : les tâches de la révolution « bourgeoise » (réforme agraire, mise en place d'une Assemblée constituante, etc.) ne pouvant être assurées par une bourgeoisie locale inconsistante, c'était à la direction « prolétarienne », révolutionnaire de les accomplir. Ce faisant, la révolution « bourgeoise », démocratique, transcroit en une révolution socialiste. Là encore, une hiérarchie est clairement édiflée entre la démocratie « bourgeoise », stade inférieur de la démocratie, et la démocratie « ouvrière ».

Cette critique de la « démocratie bourgeoise » se situe également à une échelle mondiale, internationalisme oblige. L'ONU est ainsi vue comme la caricature d'un Parlement mondial. L'essentiel du pouvoir de décision appartient au conseil de sécurité, et parmi ses membres aux Etats-Unis, première puissance impérialiste et économique. Il en est de même pour les institutions internationales que sont le FMI ou la BM, dominées par les principaux impérialismes. Ces diverses analyses entrent évidemment en résonance avec les débats actuels du mouvement contre la mondialisation capitaliste, intégrant bien des trotskystes, à commencer par le courant organisé autour de l'organisation anglaise SWP²⁸ ou la LCR²⁹. Certaines divergences ne sont d'ailleurs pas évitées, le CCI du POI critiquant l'altermondialisme, insuffisamment radical, et les efforts des Etats-Unis pour instaurer des démocraties intégrées dans leur camp, ainsi de nombreux pays limitrophes de la Russie ou de la Chine, le NPA pour sa part ayant généralement tendance à saluer les progrès démocratiques opérés par la population de ces mêmes pays.

3°/ L'élaboration progressive d'une démocratie « ouvrière »

Si un aspect de l'idéologie des trotskystes s'est enrichi au fil des ans et du déroulement réel de l'histoire, c'est bien leur définition d'une alternative au modèle du totalitarisme stalinien. Trotsky le premier apporta un certain nombre d'éléments d'analyse inspirés de sa lutte au sein du Parti bolchevik autour de la mort de Lénine, dans un premier temps, puis en dehors. Un des points clés en était la dialectique du parti révolutionnaire et des conseils, des soviets. Remettant en cause certaines des inflexions prises par la dynamique de la révolution russe dans les premières années, il envisageait³⁰ la reconquête du pouvoir réel par les masses travailleuses à travers des soviets réinvestis lors d'une nouvelle révolution politique. Ces dernières devraient alors en chasser la bureaucratie. Mais, révision majeure du monopole progressif du pouvoir par le Parti bolchevik, le leader de l'Armée Rouge préconisait l'existence du multipartisme dans le cadre de cette « démocratie ouvrière ». Le parti révolutionnaire apparaît dès lors comme une des organisations politiques en compétition, devant s'imposer par la libre discussion et la conviction politique. Dans ce cadre, il demeure cependant l'expression la plus consciente des intérêts socialistes³¹. Cette poursuite de

camarades des frères - Guerre d'Algérie et extrême-gauche en France, Paris, Syllepse, 2002, ainsi que le dossier « Anticolonialisme(s) révolutionnaire(s) » du numéro 9 de la revue *Dissidences-BLEMR*, octobre 2001.

²⁶ Front de libération nationale, qui devint effectivement la direction politique du processus de libération durant la guerre d'Algérie (1954-1962), au détriment du MNA (Mouvement national algérien), dirigé par Messali Hadj, qui fut soutenu par le courant « lambertiste » jusqu'en 1958.

²⁷ Voir Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, Paris, Fayard, 2002.

²⁸ Socialist Workers Party, groupe issu d'une scission de la IV^e Internationale au début des années 50. Son dirigeant historique, aujourd'hui décédé, était Tony Cliff.

²⁹ Un de ses dirigeants, Christophe Aguiton, a ainsi publié un ouvrage d'analyse du mouvement altermondialiste intitulé *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001.

³⁰ En particulier dans *La révolution trahie*, Paris, Editions de Minuit, 1963 (édition originale 1936).

³¹ Position qui n'a rien de spécifiquement trotskyste au demeurant puisque figurant dans le *Manifeste du Parti Communiste* de 1848.

l'élaboration d'une alternative à la dictature bureaucratique, d'une démocratie socialiste, s'est manifestée principalement de deux façons. Elle s'est au départ construite par opposition aux déformations staliniennes, une définition par la négative qui a inévitablement souffert des retombées de la chute de l'URSS et des autres Etats bureaucratiques. Cette conception s'est ensuite enrichie des nombreuses expériences historiques ultérieures, empruntant ainsi occasionnellement à l'autogestion yougoslave ou à l'expérience sandiniste... Cela ne conduisit pas pour autant à une idéalisation du système des conseils, des assemblées locales, qui étaient également considérées comme perméables au risque de dérive voire de récupération par des politiciens jugés réactionnaires.

Conséquence de cette définition d'une alternative, les courants trotskystes ont eu le souci de scruter toutes les luttes internationales afin d'y déceler les embryons d'une démocratie socialiste à travers l'auto-organisation des masses populaires, se prouvant à eux-mêmes et aux autres, qu'ils étaient dans le sens de l'évolution de l'histoire. Ainsi, les expériences de la Bolivie en 1952, de la Hongrie en 1956, de la Tchécoslovaquie en 1968 ou du Portugal en 1974 suscitèrent l'attention des trotskystes qui les analysèrent dans l'attente de l'émergence d'un pouvoir soviétique (au sens premier du terme).

Dans le système démocratique qu'ils souhaitent mettre en place, et qui doit impérativement s'accompagner d'une transformation radicale des rapports de production et de la propriété des moyens de production, la démocratie directe occupe une place importante, même si elle n'exclut pas pour autant la délégation de pouvoir. A la base, doivent exister des organismes locaux, par quartier, village ou entreprise, qui permettent aux citoyens de participer régulièrement à la vie de la cité et du pays en évitant l'individualisme politique, soit directement, en étant consultés sur des décisions importantes³², soit en désignant des personnes pour les représenter à l'échelon supérieur. Une pyramide de conseils ou d'assemblées démocratiques s'édifie ainsi peu à peu, avec cette particularité d'abolir la séparation, chère à Montesquieu, entre exécutif et législatif. En outre, les représentants élus peuvent normalement être révoqués par leurs électeurs avant la fin de leur mandat, s'ils ne leur donnent pas satisfaction. Enfin, pour éviter la formation d'une bureaucratie qui ferait de l'exercice du pouvoir une finalité et une quasi-profession, ces représentants élus doivent être rémunérés au niveau du salaire moyen existant dans la société³³.

Autre élément de cette démocratie « ouvrière », des milices doivent être constituées, rassemblant la population laborieuse, remplaçant ainsi la police et l'armée, considérées comme des instruments de l'Etat « bourgeois », dont la destruction constitue un objectif central. L'abolition de ces forces permanentes de répression constitue une des conditions essentielles, selon les trotskystes, pour déboucher sur une véritable démocratie. Cette démocratie doit également s'appliquer à la sphère économique, puisque l'échec de la planification dans les pays du socialisme « réellement existant » avait parmi ses causes, selon les trotskystes, l'absence d'une consultation de la population sur les choix de production. Seule une réelle démocratie participative par le biais de consultations régulières sur les grands enjeux aurait dû permettre un développement équilibré de l'économie. De plus, le principe électif doit être généralisé, que ce soit pour les dirigeants d'entreprises, les fonctionnaires et les juges, une mesure qui renoue en partie avec l'expérience de la Révolution française de 1789 ou de la Commune de Paris de 1871. Cela va de pair avec une extension maximale des libertés démocratiques d'expression, d'organisation, d'indépendance syndicale, etc, ainsi qu'avec une diminution conjointe du temps de travail, permettant aux individus de passer du temps à diriger directement.

³² Une possibilité rendue beaucoup plus facile aujourd'hui avec les progrès des moyens de communication, et en particulier d'Internet.

³³ Ainsi que Marx, s'inspirant de l'expérience de la Commune l'expliquait dans *La guerre civile en France*, récemment rééditée par La Fabrique et les éditions Science marxiste.

A la base, toutefois, la conception de cette démocratie d'un type nouveau vise à inverser la logique sous-jacente à la « démocratie bourgeoise ». Là où une minorité, les propriétaires des moyens de production, était censée détenir le véritable pouvoir, c'est une majorité, celle du prolétariat, conçu comme l'ensemble des salariés, qui doit s'auto-diriger, après avoir exproprié la bourgeoisie et instauré la propriété collective des moyens de production. On passerait donc de la dictature économique d'une minorité à la dictature du prolétariat, dictature d'une majorité de la population sur l'ancienne minorité possédante. Cette démocratie se basait ainsi initialement sur une exclusion, qui, même si elle n'était valable que pour un temps limité (celui de la disparition de la bourgeoisie comme classe sociale), se manifesta par exemple dans l'absence du droit de vote pour tous ceux qui étaient considérés comme exploités. Cette mesure fut appliquée pendant la Révolution russe, avec même au départ un suffrage sélectif privilégiant les ouvriers sur les paysans, censés avoir une conscience politique moins avancée. Dans le *Programme de transition*, en 1938, Trotsky précisait également que les membres de la bureaucratie devraient être exclus de soviets redevenus les réceptacles du pouvoir. Avec le temps, les trotskystes ont eu tendance pour la plupart à adoucir ces limites, a priori confiants dans la lutte politique des partis. Ainsi, dans la résolution intitulée « *Dictature du prolétariat et démocratie socialiste* »³⁴, la IV^e Internationale (Secrétariat unifié) et la LCR ont largement dépassé cette conception, insistant sur les droits démocratiques, pour l'ensemble des partis, y compris « bourgeois » donc, dans la mesure où ils s'inscrivent dans le cadre de la législation de type soviétique³⁵. Reste que la possibilité d'une guerre civile dans l'hypothèse d'un passage vers une démocratie de ce type, du fait de l'opposition des catégories possédantes et dirigeantes actuelles à un changement systémique aussi radical, contient en elle des risques pour la stabilisation et la pérennité du nouveau régime...

La LCR, avant sa dissolution au sein du NPA, était allée plus loin dans la révision, suscitant l'ire des autres organisations trotskystes, notamment de Lutte ouvrière. Actuellement, en effet, la tendance de toute une partie de cette nébuleuse au sens large est justement de réévaluer le statut de la démocratie, en lui accordant une place plus importante que par le passé, voire même à en faire un préalable, un indicateur de la validité de toute alternative révolutionnaire. A côté de regroupements plus modestes comme celui de la revue *Carré rouge*, la LCR et le NPA qui en est issu, apparaît comme l'organisation la plus en pointe dans cette tentative de réélaboration de ce qui était considéré comme son acquis programmatique. A travers plusieurs publications de ses responsables³⁶, cette organisation avance quelques pistes assez hétérodoxes par rapport à la tradition dont elle est issue. Cette discussion n'est pas le fruit de cénacles restreints, puisque dans la discussion sur son dernier

³⁴ « XI^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, novembre 1979 », *Inprecor-Intercontinental press*, numéro spécial, 1979. Lire également, plus accessible, Mandel Ernest, « Critique marxiste de la démocratie bourgeoise : toujours actuelle », *Contradictions* (Bruxelles), 1993, n°73, p. 107-118. A l'occasion de ce congrès une seconde résolution (« Démocratie et socialisme »), minoritaire, a été discutée. Cette résolution a fait l'objet d'une brochure de Nahuel Moreno « La dictature révolutionnaire du prolétariat », *Polemica Internacional* (Colombie), 1979, sur la couverture de laquelle l'expression « demain on rase gratis » est actualisée par une tête brandie au bout d'un pique.

³⁵ Cette inscription dans ce cadre ne signifie pas accord. Simplement, si la critique est possible (et l'organisation en partis en découle), il ne saurait être question d'un renversement par les armes de la constitution soviétique. On peut toutefois supposer que le droit à l'insurrection de la population serait malgré tout garanti, comme c'était le cas dans la constitution française de l'an II.

³⁶ On songe notamment à l'ouvrage de Artous Antoine, *Marx, l'Etat et la politique*, Paris, Syllepse, 1999 et, plus récemment, Les Cahiers de Critique Communiste, *Marxisme et démocratie*, Syllepse, 2003. Cette collection liée à *Critique Communiste*, revue théorique de la LCR, a publié une série d'ouvrages à plusieurs mains sur *La mondialisation et l'impérialisme*, *Marx et l'appropriation sociale* ou encore *Quelle démocratie économique ?*. Le numéro sur marxisme et démocratie contient des articles d'Antoine Artous, François Sabado, Léon Crémieux, Catherine Samary, Henri Mahler.

programme en date³⁷, la question de la démocratie occupe une place déterminante. Ainsi que l'affirme ce document, « *Il faut renverser la perspective, et mettre le choix politique, c'est-à-dire la délibération publique démocratique, au poste de commande* » (p. 15), « *La démocratie n'est pas un supplément d'âme à la justice sociale. Elle en est à la fois le moyen et la fin ; la lutte pour le socialisme passe plus que jamais par une rupture démocratique* » (p. 22). En quoi consiste donc cette rupture démocratique placée au centre du nouveau projet d'émancipation à formuler ? Il s'agirait, en s'inspirant de Marx, de prendre au sérieux l'abstraction citoyenne (la mise en équivalence des êtres humains en qualité de citoyens) produite par la démocratie bourgeoise et donc de prendre au sérieux le suffrage universel qui ne devrait souffrir d'aucune restriction, même sous couvert d'exercice de la dictature du prolétariat. L'exercice de la démocratie s'incarne donc dans le droit de vote individuel, conséquence du statut de citoyen. La proposition vise donc à rompre avec un exercice démocratique mis en œuvre à partir de l'individu producteur, tel que l'avait pensé Trotsky à partir de l'exemple du soviétique. Comme l'écrit Antoine Artous³⁸, « *la problématique de la démocratie soviétique est, sur le fond, liée à une problématique de l'émancipation des individus entièrement centrée sur la socialisation de la production, même si elle en donne une version radicale* ». S'il s'agit de préserver l'acquis démocratique révolutionnaire, « Un homme, une voix » de l'égalité citoyenne³⁹, il n'en est pas moins nécessaire de maintenir la dimension sociale de la représentation : « *il est nécessaire de faire pénétrer le « social » et ses conflits au sein même de l'organisation du pouvoir politique* »⁴⁰. La proposition est d'assurer la représentation politique sous une forme binaire. À côté d'une chambre exprimant l'opinion élue sur la base du suffrage universel, il s'agirait d'organiser à côté (et de manière subordonnée, mais là, le point de vue est hésitant) une représentation « sociale » : « *institutionnalisant des pouvoirs d'information, de veto et de mobilisations des travailleurs par leurs organisations de défense syndicales associatives* »⁴¹, tant il apparaît pour ses promoteurs que « *la domination politique nécessaire à l'émancipation sociale ne saurait se représenter par principe comme une forme de domination exclusive, imposée sur de simples critères sociaux : la ci-devant dictature du prolétariat quand elle fait fi des contraintes démocratiques qui sont imposées à l'auto-émancipation du prolétariat lui-même* »⁴². On peut d'ailleurs noter que cette proposition de double chambre avait déjà été énoncée dès le début des années 60 par Marcel Bleibtreu, ancien dirigeant du PCI devenu membre du PSU⁴³. Profitant d'un commentaire à l'occasion de la publication en français d'une brochure d'un dirigeant trotskyste américain⁴⁴, Catherine Samary revient sur la thématique de la démocratie, rejetant la double impasse, selon elle, d'une stratégie (socialiste) évitant la prise du pouvoir pour n'envisager que la construction de contre-pouvoirs⁴⁵ et d'une conception libertaire éradiquant toute forme d'Etat et d'institutions au nom d'une possible confiscation du pouvoir

³⁷ « Le monde doit changer de base. Projet de manifeste, soumis au débat de la Ligue Communiste Révolutionnaire », *Critique communiste*, supplément au n° 173-BD n° 3. Ce document avait en particulier fait l'objet d'une série de commentaires dans *Critique Communiste*, printemps 2005, n° 175.

³⁸ « Démocratie et émancipation sociale », p. 45, in *Cahiers de Critique Communiste, Marxisme et démocratie, op. cit.*

³⁹ « *Il faut une révolution culturelle dans la gauche radicale : oser s'emparer des déclarations de droits universels, oser s'emparer des préambules de nos constitutions... et les retourner contre le capitalisme en disant « chiche » et exigeant au nom des droits proclamés, les moyens réels de leur application ! Là est la subversion radicalement démocratique, et non dans une citoyenneté étriquée sur des bases sociales ou dans le rejet des droits proclamés* », Catherine Samary, « De la citoyenneté à l'autogestion », p. 92, in *Cahiers de Critique communiste, op. cit.*

⁴⁰ Artous, *op. cit.*, p. 53

⁴¹ Samary, *op. cit.*, p. 100.

⁴² Mahler Henri, « Marx, la démocratie, le communisme », p. 114, in *Cahiers de Critique Communiste, op. cit.*

⁴³ Lequenne Michel, *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Syllepse, Paris, 2005, p.304.

⁴⁴ Hal Draper, *Les deux âmes du socialisme*, Paris, Syllepse, 2008. Le texte de Catherine Samary, « Les deux âmes du socialisme » ou la dialectique des fins et des moyens », se situe aux pages 181-201.

par les couches sociales le gérant. En insistant sur le contenu social concret de ces institutions elle en vient à avancer l'idée de « *quelles institutions sont à démanteler, lesquelles devraient être radicalement réformées et celles qui naissent et peuvent être inventées et régulièrement évaluées en fonction de leur apport à ce que l'on peut appeler le socialisme autogestionnaire ou 'l'économie participaliste'* », p. 187. Et pour trancher dans les formes institutionnelles, à réformer ou à créer, elle en appelle, faisant sans doute écho aux réflexions de Philippe Corcuff⁴⁶, ni au parti, ni même à la classe mais « *à l'individu lui/elle-même, responsable en son âme et conscience, ainsi* », poursuit-elle, « *qu'une multiplicité de groupes ou de collectifs porteurs de déterminations communes sur tel ou tel sujet, fussent ils minoritaires ou isolés aujourd'hui* », p. 200-201. Le débat sur les formes que doit prendre une démocratie étendant les droits par rapport à la « démocratie bourgeoise », tout en évitant les limites d'une dérive bureaucratique, renvoie également à une conception de l'individuel et du collectif, aspect que nous ne pouvons évidemment traiter dans cet article.

Du fait de leurs conceptions originelles, les trotskystes portaient un regard globalement critique sur les pays du « socialisme réellement existant ». La position de défense traditionnelle des Etats ouvriers dégénérés ou déformés (l'URSS au premier rang) s'est révélée dans les faits difficilement praticable. En effet, concrètement, les trotskystes de différentes obédiences furent les plus fermes soutiens des différents dissidents, tant dans l'ex-URSS (création et animation du comité pour la libération du mathématicien Leonid Pliouchtch par exemple), que dans d'autres pays de l'ex-bloc de l'est (Charte 77 en Tchécoslovaquie). Ils s'efforcèrent, avec leurs moyens, de diffuser leur prose et d'aider plus largement à l'expression d'une opposition de gauche. Ils furent au premier rang, avec des forces « bourgeoises » ou démocratiques, pour la défense des insurgés de Berlin Est en 1953, de Budapest en 1956⁴⁷, ou en soutien aux étudiants de la place Tian an Men plus récemment.

Pour autant, la conception de la supériorité de l'infrastructure économique (propriété collective des moyens de production, monopole du commerce extérieur, planification, entre autre) du système de l'ex-bloc de l'Est souffre d'une ambiguïté majeure⁴⁸. Elle s'est notamment manifestée à propos des débats suscités par l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique en 1979, certains y voyant l'occasion d'étendre les bienfaits du soviétisme au détriment de l'islamisme. Est-ce également un hasard si la grande majorité des trotskystes a toujours considéré la période de 1917 à 1924 en Russie sous un angle plutôt positif, même si la réduction de plus en plus importante des quelques éléments démocratiques était soulignée, puis intégrée programmatiquement ? De même, à Cuba, le soutien apporté par une large frange des trotskystes à la prise du pouvoir par Fidel Castro et ses partisans conduisit à négliger les trotskystes locaux victimes progressives de la répression⁴⁹. Mais la priorité était alors donnée au processus de révolution permanente supposé être en cours à Cuba. Enfin, en 1989, à la suite de la chute du Mur de Berlin, certains trotskystes, à l'instar d'Ernest Mandel, ne furent pas favorables à la réunification immédiate des deux Allemagnes. Les conquêtes sociales

⁴⁵ L'ouvrage clé est celui de John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris, Syllepse, 2008. Mais Samary évoque aussi bien Toni Negri que Miguel Benasayag.

⁴⁶ Corcuff Philippe, *La question individualiste*, Latresne, Le Bord de l'eau, 2003. Ce livre est cité à la note 7, p. 190 de Hal Draper, *op. cit.*

⁴⁷ Et des conséquences en France de ce soulèvement puisque l'extrême droite envisagea d'attaquer les locaux du PCF qui furent défendus par les marxistes-révolutionnaires.

⁴⁸ Cette ambiguïté a même pu conduire certains courants trotskystes comme celui, d'origine américaine, des spartacistes, à une position de soutien particulièrement affirmé de ces Etats, y compris dans leurs aspects les plus antidémocratiques (appui à la répression contre Solidarnosc en Pologne en 1981, par exemple ou soutien à l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques en 1979, appelant à la création de bataillons rouges de femmes). D'autres courants, au contraire, ont abandonné la caractérisation traditionnelle de l'URSS pour mieux s'opposer à elle et aux pays de son bloc.

⁴⁹ Voir l'article de Gary Tennant, « Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyiste) réorganisé et la Révolution de 1959 », in *Cahiers Léon Trotsky*, numéro 74, juin 2001, pp. 5-38.

supposées de la RDA pouvant être supprimées par le gouvernement CDU d'une Allemagne réunifiée, une période de transition, permettant la consultation des populations, était revendiquée.

Reste que cette « démocratie ouvrière » est pensée comme provisoire. Le but du socialisme étant la disparition des classes sociales et le dépérissement progressif consécutif de l'Etat, la démocratie doit ultérieurement laisser la place à une nouvelle forme de gestion politique. L'incertitude règne sur cet avenir lointain. Les contours de cette étape post-démocratique sont pratiquement impossibles à établir, du fait de l'absence de modèle effectif. Retenons simplement que la population, ayant vu sa mentalité évoluer, serait capable de s'autogérer sans l'intermédiaire de représentants ; la démocratie serait en somme devenue quasiment consubstantielle au « citoyen » communiste, au même titre que l'auto-organisation à la société... En attendant cette perspective lointaine, en quoi ces interrogations sur la démocratie à venir irriguent-elle les pratiques organisationnelles des groupes se réclamant du marxisme révolutionnaire ?

4°/ Quelle démocratie pour quelle organisation révolutionnaire ?

Le corpus idéologique des trotskystes ne suffit pas pour cerner leur(s) conception(s) de la démocratie. Leurs pratiques l'ont également nourrie, tout particulièrement à l'intérieur des multiples organisations qu'ils ont créées tout au long de leur histoire. Sur ce plan, certains n'hésitent pas à distinguer entre l'antistalinisme proclamatoire qui fut le leur et une culture d'organisation qui serait finalement le décalque de celle de leurs ennemis jurés. La réalité, une fois encore, est plus complexe.

La question qui se pose est de savoir si l'organisation révolutionnaire doit être une anticipation de la société socialiste qu'elle se fixe comme objectif, ou simplement un instrument qui doit consentir à certains sacrifices par rapport à l'idéal. L'expression de « centralisme démocratique », un des points de l'héritage léniniste dont les trotskystes continuent à se réclamer, représente un concentré des antinomies auxquelles se confronte ce courant politique. Comment articuler entre eux ces deux termes ? Pour certaines organisations, l'essentiel est d'assurer l'homogénéité des militants par la conviction et/ou l'appel à la discipline, en donnant une place réelle mais limitée à la discussion démocratique afin de privilégier l'efficacité. Celle-ci ne doit pas dégénérer en débats stériles et générateurs d'immobilisme. C'est le choix fait par le courant incarné par l'OCI, qui dans son histoire ne vit jamais se constituer de tendances officielles (depuis la scission de 1952⁵⁰), une possibilité pourtant inscrite dans ses statuts. Depuis, le POI proclamé en 2008 (et le PT avant lui) a la particularité de se composer de plusieurs courants (dont le courant trotskyste). Inversement, d'autres organisations, comme la LCR, accordent une plus grande place à l'expression de divergences et à la confrontation de positions diverses et opposées, autorisant la constitution de tendances (ou de fractions⁵¹) au détriment parfois d'une certaine unité. L'expression de ces sensibilités différentes ne permet d'ailleurs pas toujours d'éviter les scissions. LO pour sa part se définit comme une tendance, ce qui conduit à un fonctionnement monolithique, même si a existé, durant une douzaine d'années, une fraction publique (*L'étincelle*) en son sein, récemment exclue⁵².

⁵⁰ En 1952, une scission majeure secoue la IV^e Internationale. Sa section française se divise en deux courants, nommés le plus souvent par les noms de ses dirigeants. D'un côté Pablo et Frank, de l'autre Bleibtreu et Lambert. Cette scission se joua également un an plus tard au niveau international. Le courant « lambertiste », rompant rapidement avec Bleibtreu et ses partisans, donnera naissance, bien plus tard au CCI du PT, le courant Frank (qui s'est ultérieurement séparé de Pablo) accouchera de la LCR.

⁵¹ La tendance est un regroupement ponctuel de militants, la fraction un regroupement pérennisé ayant généralement des divergences plus profondes avec la direction de l'organisation.

⁵² Voir Jean-Guillaume Lanuque, « La nébuleuse trotskyste, ou le pullulement des micro-organisations », in *Dissidences*, volume 6, « Trotskysmes en France », Latresne, Le Bord de l'eau, 2009, pp. 171 à 188.

Dans tous les cas, si la discussion contradictoire est théoriquement acceptée, elle se heurte, expliquent les défenseurs de cette extrême gauche, à la nécessité d'adopter un cadre commun de références programmatiques. Cette dimension centralisatrice et d'homogénéité politique minimum conduit régulièrement à l'exclusion de ceux qui sont considérés comme révisant la doctrine ou, pire, qui sont présentés comme des agents, plus ou moins directs, de l'idéologie dominante. Paradoxalement, on pourrait aller jusqu'à voir dans ces multiples polémiques, divergences et ruptures qui jalonnent l'histoire des trotskysmes le résultat d'un exercice exacerbé de la démocratie, justement...

Le choix du centralisme démocratique et de la notion d'avant-garde qui lui est associée sont également lourdes de tensions potentielles. A titre d'illustration, retenons que la possibilité existe pour l'organisation d'être tenté de se substituer à l'action des masses. Ce « substitutisme », manifeste dans le mouvement étudiant post-68, aboutissait à une négation pratique de la démocratie populaire dont se réclame le trotskysme. Enfin, à l'intérieur même des organisations, la rotation démocratique revendiquée pour la future société socialiste peine à s'imposer face à la constitution rampante d'une quasi bureaucratie ou même de porte parole quasiment inamovibles (cas d'Arlette Laguiller, par exemple).

Nous n'avons fait là qu'effleurer, principalement à partir du cas français, le riche patrimoine du trotskysme. Un patrimoine incontournable que ne peuvent ignorer ceux qui sont actuellement à la recherche d'une alternative à la démocratie libérale et au capitalisme mondialisé, ne serait-ce que parce que les trotskystes ne considèrent jamais la démocratie actuelle comme un idéal abstrait et parfait en soi. Ils s'efforcent constamment de la replacer dans son contexte, de la relativiser pour essayer de l'améliorer. Reste que ses apports ne suffisent pas à eux seuls à offrir un débouché clair, ne serait-ce qu'à cause de leurs ambiguïtés, de leurs points obscurs et insuffisances, dont la moindre n'est pas la rareté des réalisations pratiques⁵³. Il convient donc de confronter cet héritage à d'autres expériences, d'autres réflexions pour lui permettre de féconder le présent et de s'inscrire dans l'avenir.

La visibilité accrue de l'extrême gauche trotskyste lors des deux dernières élections présidentielles françaises (notamment en 2002 avec presque 3 millions de voix et plus de 10% des voix), et la participation relative au système politique qu'elle induit, peut stimuler encore plus la réflexion trotskyste et la réception des idées développées, avec l'éventualité d'inflexions plus ou moins marquées, du fait de la dialectique délicate à manier entre participation et rupture. Porteuse d'un ressourcement et d'un dépassement qualitatif de la démocratie française, l'extrême gauche trotskyste ne peut pour autant se suffire à elle-même. Si la critique de toutes les insuffisances de la démocratie libérale et les propositions d'une démocratie alternative qui sont faites gardent plus que jamais leur intérêt, le fonctionnement interne de plusieurs organisations devra peut-être subir un certain nombre de réévaluations vers plus de démocratie, sous peine de perdre en crédibilité et de s'enfermer dans un « splendide isolement »...

Ainsi qu'on peut le constater à partir des débats en cours dans ce milieu partisan, l'effet de l'effondrement du « socialisme réellement existant » n'en finit pas de produire des effets idéologiques, y compris parmi ceux qui furent ses plus inflexibles critiques. Peut-être est-ce dans cette attitude que réside l'assurance pour le trotskysme de continuer à représenter une force politique au XXI^{ème} siècle...

⁵³ Hormis quelques expériences historiques datées, dans l'Allemagne pré-hitlérienne, ou localisées, dans les dominions français comme en Martinique, la seule référence contemporaine réside dans le principe de l'élaboration du budget participatif à Porto Alegre, au Brésil, où le courant trotskyste *Démocratie socialiste* au sein du Parti des travailleurs a joué un rôle déterminant. Ce dernier exemple est toutefois loin de faire l'unanimité parmi les trotskystes, et le POI, en particulier, en est un critique acharné (voir ci-dessus).

Jean-Guillaume Lanuque et Georges Ubbiali